



RAPPORT 2015 DU GROUPE CONSULTATIF SCIENTIFIQUE ET  
TECHNIQUE DE L'UNISDR

# LA SCIENCE AU SERVICE DE LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

Synthèse introductive

Pour en savoir plus, le texte intégral de ce rapport est disponible à l'adresse <http://preventionweb.net/go/42848>.

## **Remerciements**

Cette publication a été préparée par le docteur A. Aitsi-Selmi, le professeur V. Murray, M. K. Blanchard, le professeur D. Wenger, le docteur P. Basabe, le docteur C. Roth, le docteur J. Schneider, le professeur P. Shi, le professeur T. Onishi, le docteur W. Amman, le professeur D. Al-Khudhairi, le docteur A. Revi et le professeur L. Ogallo pour le Groupe consultatif scientifique et technique de l'UNISDR.

## **Texte suggéré pour la citation en référence :**

Aitsi-Selmi A., Blanchard K., Al-Khudhairi D., Ammann W., Basabe P., Johnston D., Ogallo L., Onishi T., Renn O., Revi A., Roth C., Peijun S., Schneider J., Wenger D., Murray V. Rapport 2015 du Groupe consultatif scientifique et technique de l'UNISDR : La science au service de la réduction des risques de catastrophe. 2015. <http://preventionweb.net/go/42848>

Les informations contenues dans ce document sont protégées par copyright. Aucune utilisation de ce document pour la revente des informations qu'elle contient ou à toute autre fin commerciale n'est autorisée à défaut du consentement préalable écrit de l'UNISDR. Toutes les images qui figurent dans ce document demeurent la propriété exclusive des sources citées et ne peuvent en aucun cas être utilisées à défaut de l'autorisation écrite de ces dernières. Pour obtenir une autorisation de publication en ligne, de diffusion ou de réimpression de tout ou partie de ce document, veuillez contacter le siège de l'UNISDR via l'adresse [isdr@un.org](mailto:isdr@un.org).

## Synthèse introductive

L'année 2015 présente une opportunité sans précédent d'unifier les efforts politiques de l'ONU à travers la convergence de trois de ses cadres de référence, à savoir le cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015 (mars 2015), les objectifs de développement durable (septembre 2015) et les accords sur le changement climatique (décembre 2015). Il est urgent d'aligner les politiques, de supprimer les barrières institutionnelles et financières qui entravent le développement de collectivités résilientes et de permettre l'accès aux connaissances pertinentes, une participation équitable et un développement durable.

La science et les technologies ont montré que nous pouvons réduire voire prévenir l'impact des catastrophes, et il s'agit d'une opportunité de collaboration entre les gouvernements et les communautés politique, scientifique et technologique à l'échelon national et international afin de réduire les risques de catastrophe et prévenir les catastrophes lorsque cela est possible.

Le Groupe consultatif scientifique et technique de l'UNISDR (STAG) ainsi que différents partenaires ont travaillé à l'intégration d'une approche plus large des catastrophes et des risques de catastrophe qui englobe la prévention, l'atténuation des impacts, la préparation, l'intervention et le redressement. Se contenter de réagir une fois la catastrophe survenue ne suffit plus : même si les catastrophes sont bien gérées, leur impact sur les populations, la société et l'économie peut être dévastateur et ressenti à long terme. Alors que la fréquence et la gravité des catastrophes augmentent, le rapport d'évaluation n°5 (2014) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat reconnaît la nécessité urgente de se concentrer sur le développement durable.

Tout au long du processus de négociation et de discussion afférent au cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015, le STAG et le Groupe de référence sur les sciences et technologies (MGST) ont identifié les domaines d'action prioritaires en partenariat avec les plateformes régionales et mondiales. Ce travail de fond répond à la nécessité de renforcer activement la relation entre la science, les technologies, l'innovation, le développement des connaissances et la recherche afin d'éclairer les prises de décisions politiques et le travail de terrain. Les défis sont nombreux : les risques associés aux catastrophes sont complexes, la terminologie utilisée est diversifiée et souvent redondante, la définition des objectifs et problématiques prioritaires est difficile, et l'alignement des indicateurs mondiaux, nationaux et locaux est malaisé. Il est toutefois clair que la science doit être toujours plus intégrée au travail de terrain pour aboutir à des politiques plus efficaces qui bénéficient véritablement aux sociétés humaines et à leurs écosystèmes.

Alors qu'un leadership politique et des partenariats communautaires sont nécessaires pour la mise en œuvre efficace d'initiatives éclairées par la science, et que la communauté des chercheurs a pour responsabilité de formuler des méthodologies et des outils applicables qui répondent aux défis concrets posés sur le terrain, les collectivités qui en ont besoin disposent de ressources limitées pour acquérir ou utiliser ces méthodologies et outils. Il est essentiel de veiller à ce que la recherche aborde le cycle complet de la prévention, de l'atténuation des impacts, de la préparation, de l'intervention et du redressement pour ceux qui en ont le plus besoin. Les partenariats et réseaux nationaux et internationaux peuvent pour leur part veiller à la diffusion et au partage des bonnes pratiques et des découvertes scientifiques.

Afin d'appuyer ce processus, le STAG s'est efforcé, à travers la publication du présent rapport *La science au service de la réduction des risques de catastrophe* ainsi que d'études de cas<sup>1</sup>, de créer un ensemble de bonnes pratiques pour l'intégration de la science<sup>2</sup> et des technologies dans le cadre de la réduction des risques de catastrophe.

À travers ces études de cas, des scientifiques et des professionnels de tous horizons et des quatre coins du monde démontrent comment les technologies et la science peuvent apporter des améliorations dans différents domaines, par exemple les systèmes d'alerte précoce, les méthodes de construction, l'éducation ainsi que la communication et l'engagement des collectivités. Ces études de cas expliquent le problème abordé en matière de réduction des risques de catastrophe, la manière dont les connaissances scientifiques ont été utilisées pour éclairer les initiatives ou politiques élaborées, ainsi que les éventuels résultats obtenus.

Tout comme précédemment en 2013, les études de cas incluses dans ce rapport et disponibles sur le site internet <http://www.preventionweb.net/english/professional/networks/public/stag/> identifient certaines thématiques gagnantes communes, notamment une participation plus inclusive des collectivités dans le développement d'initiatives éclairées par la science, un leadership clair et un engagement de haut niveau pour la mise en œuvre durable des interventions à long terme.

À travers les engagements formulés pour la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe, la communauté scientifique et technologique a exprimé le souhait de renforcer le dialogue et la collaboration avec les décideurs politiques et les professionnels de la réduction des risques de catastrophe aux niveaux local, national, régional et mondial afin d'identifier les besoins et les lacunes en termes de connaissances, de collaborer à l'élaboration et la diffusion de nouvelles connaissances et de rendre

1. Les études de cas du rapport « La science au service de la réduction des risques de catastrophe » du STAG sont disponibles sur les sites [www.unisdr.org](http://www.unisdr.org) et [www.preventionweb.net](http://www.preventionweb.net).

2. Dans ce contexte, la notion de « connaissances scientifiques » englobe les connaissances acquises par l'observation systématique, l'enregistrement de données, les tests, l'évaluation et la diffusion dans les disciplines scientifiques, à savoir la physique, la géographie, l'ingénierie, l'étude de l'environnement, les sciences sociales, la médecine, la psychologie, le management, l'économie, etc.

les connaissances scientifiques plus immédiatement disponibles et accessibles. Pour ce faire, les communautés et réseaux du monde de la science et des technologies se mobiliseront et renforceront les capacités et les initiatives existantes afin d'appuyer la mise en œuvre du cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015 de l'échelon local jusqu'à l'échelon mondial, et plus particulièrement de permettre l'obtention de résultats dans les **six domaines** suivants :

(1) **L'évaluation** de la situation actuelle en matière de données, de connaissances scientifiques et de technologies disponibles pour la gestion des risques de catastrophe et la résilience (connaissances, besoins, incertitudes, etc.) ;

(2) La **synthèse** des éléments de preuve scientifiques, de manière opportune, accessible et pertinente pour l'élaboration de politiques ;

(3) Le **conseil scientifique** auprès des décideurs politiques, à travers une collaboration et un dialogue étroits, afin d'identifier les besoins en termes de connaissances, notamment aux niveaux national et local, et d'examiner les options politiques sur la base des éléments de preuve scientifiques ; et

(4) Le **suivi et l'analyse** afin de garantir l'utilisation des informations scientifiques les plus récentes dans le cadre de la collecte des données et du suivi des progrès réalisés en matière de réduction des risques de catastrophe et de renforcement de la résilience.

---

#### Par ailleurs, deux compétences qui se recoupent doivent être renforcées :

(5) La **communication et l'implication** au sein des décideurs politiques, des intervenants de tous les secteurs ainsi que de la communauté scientifique et technologique afin de garantir l'identification des connaissances utiles et la réponse aux besoins, et de permettre aux scientifiques d'être mieux à même de fournir des éléments de preuve et des conseils ;

(6) Le **renforcement des capacités** afin de garantir que tous les pays puissent produire des informations scientifiques, accéder à ces dernières et les utiliser de manière efficace.

Les données et informations scientifiques ainsi que l'application concrète des technologies sont indispensables au développement de politiques et de décisions éclairées à travers les secteurs public, privé et du

bénévolat. De nombreux éléments de preuve scientifiques existent. Il est toutefois nécessaire de mieux établir le lien entre ces derniers et le processus de décision politique et de planification, afin de renforcer en permanence notre capacité à prévoir, réduire et affronter les risques de catastrophe, et ainsi renforcer la résilience.

La science et les technologies peuvent faciliter l'identification d'un problème et la compréhension de celui-ci à travers la recherche, éclairer l'élaboration de politiques et le travail de terrain, et permettre de faire objectivement la différence de manière démontrable et mesurable.

Le processus de négociation et de discussion afférent au cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015 ainsi que le STAG et le Groupe de référence sur les sciences et les technologies (MGST), en partenariat avec les plateformes régionales et mondiales, ont identifié les domaines d'actions prioritaires. Les recommandations suivantes ont été formulées afin de contribuer à renforcer les politiques et méthodes de réduction des risques de catastrophe :

#### 1. Partager les connaissances en vue d'agir

Une plus grande priorité devrait être accordée au partage et à la diffusion des connaissances scientifiques, notamment des avancées technologiques, et à leur traduction en méthodes concrètes immédiatement intégrables dans les politiques, les réglementations et les programmes de mise en œuvre pour la réduction des risques de catastrophe. Les échanges interdisciplinaires permettront d'identifier les interdépendances, ce qui peut faciliter l'identification des résultats applicables à des problèmes complexes. Il convient de renforcer les capacités à tous les niveaux de la société, la gestion globalisée des connaissances ainsi que l'implication de la communauté scientifique dans les actions de sensibilisation du public, l'information médiatique, les campagnes visant à faire évoluer les comportements et les campagnes de formation.

Des outils spécifiques doivent être développés afin de faciliter l'obtention de résultats scientifiques, technologiques et en matière d'innovation, qui viendront éclairer les décisions politiques et le travail de terrain. Par ailleurs, les institutions et les individus menacés par des risques de catastrophe doivent être invités à participer à la recherche scientifique (enquêtes, évaluations de la vulnérabilité et autres activités) afin de collecter les connaissances locales et de créer des bases de données fiables, de manière à ce que les informations puissent être utilisées pour élaborer des initiatives adaptées sur mesure au contexte local tout en permettant des comparaisons et des évaluations à l'échelle mondiale.

## **2. Adopter une approche multidisciplinaire de la recherche**

La recherche devrait adopter une approche multi-aléas axée sur la résolution des problèmes posés et fondée sur les risques, afin de prendre en compte les multiples paramètres interdépendants qui caractérisent les risques de catastrophe, et ainsi aboutir à des solutions pertinentes et optimiser l'utilisation des ressources. Les synergies avec les agendas de la lutte contre le changement climatique et du développement durable doivent continuer d'être définies et exploitées. Ceci exige une bonne collaboration et communication entre les différentes disciplines scientifiques et techniques, ainsi qu'avec tous les intervenants, notamment les représentants des institutions gouvernementales, les décideurs politiques, les experts scientifiques et techniques, le secteur des technologies et les collectivités à risque afin de guider la recherche scientifique, de définir les agendas de la recherche et de soutenir la formation scientifique. La contribution potentielle des collectivités touchées et vulnérables dans la définition des domaines de recherche et dans la conduite proprement dite de la recherche, de manière collaborative ou indépendante, doit être valorisée et facilitée.

## **3. Construire la résilience des systèmes à travers des partenariats locaux, nationaux, régionaux et internationaux**

La communauté scientifique et technologique souhaite renforcer le dialogue et la collaboration avec les décideurs politiques et les professionnels de la réduction des risques de catastrophe aux niveaux local, national, régional et mondial afin d'identifier les besoins et les lacunes en termes de connaissances, collaborer à l'élaboration et la diffusion de nouvelles connaissances et rendre les connaissances scientifiques plus immédiatement disponibles et accessibles. Pour ce faire, les communautés et réseaux du monde de la science et des technologies se mobiliseront et renforceront les capacités et les initiatives existantes, notamment les plateformes et organes nationaux, afin d'appuyer la mise en œuvre du cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015 de l'échelon local jusqu'à l'échelon mondial, et plus particulièrement de permettre l'obtention de résultats.



**UNISDR**

The United Nations Office for Disaster Risk Reduction

[www.unisdr.org](http://www.unisdr.org)